

M. Alexander: Répétez-moi donc ça.

M. Deachman: J'en ai d'autres, Linc; ne vous impatientez pas.

M. Baldwin: Que feriez-vous sans Tony?

M. Deachman: Je vais vous le dire. Le 30 janvier, le *Journal d'Ottawa* disait ceci dans un éditorial qui n'était pas de Tony:

Évidemment, l'opposition n'est pas tout à fait étrangère aux retards que la Chambre subit. L'impatience avec laquelle le gouvernement veut avancer cette session devient plus intense à cause des discussions désinvoltes et sinieuses de l'opposition au sujet, par exemple, du bill sur le financement du CN plus tôt dans la session.

Voilà comment s'exprime ce journal conservateur. Des dizaines de journaux canadiens ont parlé dans le même sens, en réponse au communiqué que le leader du gouvernement à la Chambre émettait au mois de janvier et dans lequel il signalait le volume de travail qu'il restait encore à exécuter avant la fin de la session et le peu d'empressement manifesté à cet égard. Notant qu'il a fallu à la Chambre cinq jours et une partie d'un sixième jour pour adopter le bill sur le CN, notre ami Westell déclare en conclusion:

● (5.00 p.m.)

Ainsi, lorsque le gouvernement et l'opposition ...

Une voix: Un vrai ami, celui-là, n'est-ce pas! C'est la première chose vraie qu'on nous dit.

M. Deachman:

... s'affronteront prochainement au sujet du fonctionnement et des travaux de la Chambre, le public pourrait en venir à se demander non pas qui a raison dans l'affaire en cause, mais si le Parlement lui-même est en mesure de servir les intérêts du pays dans les années 70.

C'est cela la vraie question qui est au centre de ce débat. C'est cela, me semble-t-il, qui a amené le chef de l'opposition (M. Stanfield) à soulever ce débat. C'est cela qui conduit beaucoup de gens à s'interroger sur la valeur de notre système actuel.

Si cette institution du XIX^e siècle n'est plus adaptée à la deuxième moitié du XX^e siècle, nous devons l'admettre et chercher des solutions de rechange plutôt que d'attendre que les événements nous dépassent. Je ne pense pas que les Tories croient à ce qu'ils disent—non plus que le public—quand ils nous déclarent que la nouvelle règle de clôture est trop sévère; que le premier ministre (M. Trudeau) est trop présidentiel; que les ministres ne sont pas tous présents à la Chambre pendant la périodes des questions; que l'efficacité étouffe la démocratie, que le leader de la Chambre est trop dur; que le programme de travail est trop lourd pour une session; que les comités sont impuissants; que les députés de l'arrière-

ban sont impuissants et que le gouvernement méprise le Parlement. Je ne pense pas que le député d'York-Sud (M. Lewis), qui est intervenu dans ce débat, pense ce qu'il dit quand il déclare que le premier ministre est un acteur, qu'il fonctionne dans le vide, qu'il est insensible aux gens et envers le Parlement et que le gouvernement actuel est trop technocrate.

M. Baldwin: Que dit Perry Ryan?

M. Deachman: Demandez-le lui. Il est plus proche de vous que de moi.

Le public veut, je crois, que nous traitions les affaires de la nation de façon plus moderne et plus systématique. Je pense qu'il est prêt à voir apporter des changements à cette vieille institution pour atteindre ce but, pourvu que nous ne perdions pas le sentiment de la démocratie dont cette institution est le garant. Je ne crois pas que le public redoute l'examen des régimes parlementaires ou même des régimes présidentiels, comme les appelle le chef de l'opposition, pour tenter de trouver de nouveaux régimes et de nouveaux moyens permettant de s'ajuster aux besoins du Parlement. Ici, au Canada, dans cette Chambre, nous devrions nous préoccuper uniquement de trouver le meilleur régime dans l'intérêt de tous.

Permettez-moi de m'étendre un instant sur certaines choses que nous devrions faire ici. Le gouvernement croit, et le gouvernement et les membres du Parlement anglais le croient aussi, comme ils l'ont dit aux membres du comité parlementaire qui sont allés là-bas, qu'il a le droit de faire étudier au cours d'une session un programme raisonnable de travaux.

M. Baldwin: Qui peut apprécier ce qui est raisonnable?

M. Deachman: Vous étiez là. Le député était membre du comité et il a aidé à rédiger le rapport. Lorsque le rapport a été présenté à la Chambre il a voté en faveur. Je vais rappeler à l'honorable député exactement ce qui a été dit.

M. Baldwin: C'est moi qui y a inséré le mot «raisonnable».

M. Deachman: Tant mieux pour vous. Le gouvernement doit avoir le droit de faire étudier un programme raisonnable de travail au cours d'une session et, par contre, l'opposition doit avoir un temps raisonnable pour examiner le programme du gouvernement avant de donner son vote. Mon honorable ami a reconnu tout cela mais, à mon avis, il serait le dernier à la Chambre à coopérer avec le